

toute initiative en Asie. Or sur ces trois terrains d'action, l'Europe peut considérer le Canada comme un allié de choix, comme un partenaire déjà en place, et dont les intérêts et les visées convergent, à long terme, avec les siens propres. Si la présence canadienne s'effaçait de ces trois régions du monde, quelle présence viendrait l'y remplacer? Il n'est pas difficile de prévoir que cette présence nouvelle risquerait de faire obstacle à l'influence européenne, alors que la nôtre ouvre des perspectives de collaboration fructueuse.

Et pour la France, en va-t-il autrement?

Certains sont séduits, peut-être, par le rêve d'une république francophone indépendante au nord-est du continent américain. Mais cela n'est-il pas qu'un rêve, justement, je veux dire une illusion? Et même si cette république voyait le jour, qu'ajouterait-elle au rayonnement culturel de la France, ou à ses échanges, compte tenu des relations privilégiées que celle-ci entretient déjà avec le Québec, grâce à l'accord-cadre France-Canada, conclu en 1965? En outre, il va de soi que la souveraineté du Québec entraînerait non un élargissement mais un rétrécissement de la zone d'action des francophones en Amérique du Nord. La vie culturelle du million de Canadiens français qui vivent hors du Québec deviendrait plus précaire que jamais, puisqu'ils seraient privés de l'influence considérable exercée aujourd'hui par notre province francophone, à l'intérieur des institutions fédérales. Le rayonnement extérieur d'un Québec indépendant serait vraisemblablement plus faible qu'il ne l'est à l'heure présente, à supposer toujours que ce Québec indépendant se révèle viable et durable, alors que la formule fédérale, remise à jour par les modifications qui s'imposent et appliquée loyalement par tous les participants, peut permettre aux Canadiens francophones de s'appuyer sur le Canada tout entier pour affirmer le fait français en Amérique du Nord.

Dans le domaine économique, les avantages pour la France d'une sécession québécoise paraissent plus problématiques encore. Alors que le Canada, malgré sa masse quadruple de celle d'un hypothétique Québec souverain, résiste difficilement aux pressions de son immense voisin, la petite république francophone aurait la partie très dure pour empêcher son économie de devenir une extension minuscule de l'économie américaine totalement satellisée par cette dernière. Où serait, dans une telle évolution, le profit pour les intérêts miniers et commerciaux de la France qui, à l'heure présente, investit des capitaux importants dans l'ensemble du Canada (souvent à partir d'un Québec qui constitue une porte d'entrée naturelle, grâce à la communauté de langue) ou pour les quelques grandes entreprises françaises qui ont déjà réussi, à partir du Canada, des percées importantes sur le marché américain?

Voilà quelques-unes des questions qu'on peut se poser, face à la crise que traverse l'unité canadienne, et quelques-unes des réponses qu'on peut esquisser en ce qui touche la France et l'Europe.

Bien entendu, ces réponses n'ont rien de définitif. Le Canada, même en crise, ou à cause de la crise qu'il traverse, continue d'évoluer rapidement. Il est même à prévoir qu'ayant surmonté ses difficultés actuelles, il en sortira plus uni que jamais, parce que